

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/496/Rev.1

22 novembre 2004

(04-5051)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

## QUESTIONS LIÉES À L'AJUSTEMENT APRÈS L'EXPIRATION DE L'ATV

Communication initiale sur les questions liées à l'ajustement après l'expiration de l'ATV présentée par le Bangladesh, les Fidji, la Jamaïque, Madagascar, Maurice, la Mongolie, le Népal, l'Ouganda, la République dominicaine et Sri Lanka

### Révision

La communication ci-après, datée du 29 septembre, est distribuée à la demande des délégations susmentionnées.

1. L'industrie des textiles et des vêtements a une importance cruciale pour l'économie de nombreux pays en développement en raison de sa contribution au PIB, aux revenus, à l'emploi et aux exportations. L'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), adopté pendant le Cycle d'Uruguay, représentait une étape importante dans le processus d'intégration de ce secteur dans le système commercial multilatéral.

2. L'ATV visait à assurer l'intégration harmonieuse du secteur des textiles et des vêtements dans le système commercial multilatéral en s'attaquant au problème des restrictions au commerce dans ce secteur, et à faire en sorte que les pays en développement tirent profit d'une participation accrue au système. Pendant les dix années de mise en œuvre de l'ATV, les résultats obtenus ont été mitigés pour les producteurs de textiles et de vêtements des pays en développement.

3. Il existe, dans la littérature, un certain nombre de documents traitant de l'incidence de l'élimination des contingents et de la libéralisation accrue du secteur. Si, globalement, les études indiquent que l'élimination des contingents et la libéralisation accrue peuvent être profitables aux pays en développement dans leur ensemble et à l'économie mondiale en termes de gains d'efficacité et de bien-être des consommateurs, elles indiquent aussi qu'il y aura des gagnants et des perdants. Les informations dont on dispose donnent à penser que les PMA et les autres petites économies vulnérables connaissent déjà de graves difficultés. L'industrie des textiles et des vêtements de ces pays devra être restructurée en profondeur pour pouvoir survivre dans un environnement extrêmement concurrentiel. L'ajustement aura un coût très élevé et des conséquences très considérables pour les PMA et les autres petites économies vulnérables, entraînant des perturbations économiques et sociales. Cela nécessite des efforts concertés de la part de la communauté internationale et des partenaires commerciaux en vue de définir et d'appliquer des mesures appropriées pour résoudre les problèmes de ces pays.

4. Il faut noter que toutes les analyses effectuées jusqu'à présent ont porté principalement sur les effets globaux de la libéralisation du commerce des textiles et des vêtements. Il est nécessaire, maintenant plus que jamais, de faire une analyse mieux ciblée et plus désagrégée, au niveau des pays,

pour évaluer l'ampleur du processus d'ajustement dans les pays en développement concernés. Il est clair que les perspectives des PMA et des autres petites économies vulnérables se détérioreront dans les prochains mois, d'ici à la fin de la période d'élimination progressive. Il est donc urgent de prendre des mesures pour répondre aux préoccupations des perdants et assurer une transition sans heurt afin d'éviter une situation économique et sociale désastreuse dans ces pays à l'expiration de l'ATV.

5. D'après les hypothèses et les estimations faites dans l'une des études, les pertes d'emplois dans le monde seraient de l'ordre de 27 millions. On sait d'ores et déjà que les femmes seront les plus touchées par ces suppressions d'emplois, le secteur des textiles et des vêtements étant celui qui leur offre les plus grandes possibilités d'emploi. Il n'existe pratiquement pas d'autres emplois pour les femmes, en aussi grand nombre que dans ce secteur. De surcroît, les pertes d'emplois résultant de la contraction de l'activité et de la fermeture d'usines de textiles et de vêtements aggraveront le problème du chômage, ce qui provoquera des tensions sociales et entraînera une augmentation de la pauvreté.

6. Non seulement les activités seront perturbées dans le secteur lui-même mais encore cela aura des effets multiplicateurs négatifs sur tous les autres secteurs dans les pays concernés. Bien que la contribution directe du secteur à la croissance économique et au développement soit importante, il ne faut pas sous-estimer ses liens avec les autres secteurs économiques, comme le secteur des banques et des assurances, les transports, la logistique et les autres services, en particulier dans le segment des petites entreprises. Les conséquences économiques et sociales peuvent donc être catastrophiques.

7. La répartition déséquilibrée des avantages découlant de la libéralisation dans ce secteur est un grave sujet de préoccupation. Ceux qui sont perdants dans ce processus ont vu leur part de marché diminuer fortement tandis que les quelques gagnants ont enregistré une croissance phénoménale. Si l'on ne corrige pas cette tendance, le Cycle de Doha sera extrêmement décevant pour ces pays. Comment atteindre alors l'objectif consistant à mettre leurs besoins et leurs intérêts "au centre du Programme [de Doha]"? Rappelant le préambule de l'Accord de Marrakech, le paragraphe 2 de la Déclaration ministérielle de Doha demande instamment aux Membres de l'OMC de "continuer[...] à faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce mondial qui corresponde aux besoins de leur développement économique. Dans ce contexte, un meilleur accès aux marchés, des règles équilibrées, ainsi que des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités bien ciblés et disposant d'un financement durable ont des rôles importants à jouer".

8. Après l'expiration de l'ATV, il sera indispensable de procéder à des ajustements pour stimuler la production et la compétitivité des PMA et des autres petites économies vulnérables. Les petits fournisseurs, en particulier, auront de grandes difficultés à s'adapter à la nouvelle situation. La transition économique sera ardue et douloureuse vu qu'ils doivent déjà faire face à un lourd endettement et compte tenu du coût élevé des filets de protection sociale indispensables pour amortir le choc de l'ajustement. Des mesures correctives doivent donc être adoptées et appliquées au sein de l'OMC et des autres organisations concernées, dans le cadre de la cohérence des politiques entre ces institutions, afin de permettre au secteur des textiles et des vêtements des pays affectés de s'adapter aux conditions de plus en plus difficiles du marché.

9. Le nouvel environnement commercial suppose que l'on ait la possibilité et la capacité de fournir des produits à des conditions plus compétitives. Cela nécessite la restructuration et la modernisation de l'industrie des textiles et des vêtements dans les pays concernés. Mais le manque de ressources et de capacités pour aborder le problème de la compétitivité internationale peut constituer un sérieux obstacle si des mesures ne sont pas prises, dans le cadre du système commercial multilatéral, pour aider les pays à atténuer les effets défavorables de la libéralisation des échanges et à résister à la forte concurrence des principaux acteurs sur le marché international.

10. Compte tenu des buts et des objectifs de l'OMC qui sont de contribuer "[au] relèvement des niveaux de vie, [à] la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé toujours croissant du revenu réel et de la demande effective", l'Accord de Marrakech reconnaît qu'il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement.

11. Dans le cadre de son mandat relatif à la surveillance du fonctionnement des accords commerciaux multilatéraux de l'OMC, le Conseil du commerce des marchandises (CCM) a été chargé de surveiller la mise en œuvre de l'ATV. Après l'expiration de l'ATV et l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le système commercial multilatéral, le CCM aura un rôle encore plus important à jouer dans ce secteur particulier. Des mesures positives devront être définies et mises en place pour remédier à la situation très difficile des PMA et des autres petites économies vulnérables. Dans ce contexte, les PMA et les autres petites économies vulnérables estiment qu'il est urgent que le CCM mette sur pied un plan de travail.

12. Compte tenu des considérations ci-dessus, il est extrêmement important que l'OMC entreprenne, dans le cadre des travaux du CCM, une analyse approfondie des questions et des coûts liés à l'ajustement auxquels peuvent être confrontés les différents pays en développement affectés par les conséquences de l'élimination des contingents dans le cadre de l'ATV. Il est nécessaire d'assurer une transition sans heurt et de limiter autant que possible les perturbations résultant du processus d'ajustement.

13. Compte tenu de ce qui précède, il est proposé ce qui suit:

- **Le Secrétariat de l'OMC devrait réaliser une étude pour identifier les questions et les coûts liés à l'ajustement pouvant découler de l'expiration de l'ATV, y compris pour faire des recommandations sur les mesures à prendre pour essayer de résoudre ces questions. Cette étude devrait comporter une analyse désagrégée, au niveau des pays, de l'incidence globale de la suppression de l'ATV pour les PMA et les autres petites économies vulnérables qui sont perdants dans ce processus.**
  - **Le CCM devrait établir un programme de travail en vue de trouver des solutions aux problèmes identifiés, comme indiqué ci-dessus, ainsi qu'aux problèmes soulevés par les Membres concernant les questions et les coûts liés à l'ajustement découlant de l'expiration de l'ATV.**
-